

Pour le développement durable en Amazonie, contre la corruption qui tue la démocratie.

Les combats de João (Capi) et Janete Capiberibe

par

Alain et Françoise Ruellan

Vous vous souvenez certainement de Capi et Janete (João Alberto e Janete Capiberibe) et du PDSA, Programme de Développement Durable en Amapá (Amazonie, Brésil).

Emprisonnés et malmenés sous la dictature militaire ; exilés en Bolivie et au Chili (1971-1973), puis au Québec et enfin au Mozambique, Capi, Janete et leurs trois enfants, reviennent au Brésil en 1979, après l'amnistie décrétée par les militaires sous la pression populaire. Très vite, ils se réinstallent à Macapá, capitale de l'Amapá, et reprennent, avec conviction et patience, le long chemin de la lutte pour le développement durable et pour la démocratie.

En 1989, Capi est élu maire de Macapá, pour 4 ans. Janete est conseillère municipale puis députée à l'assemblée législative de l'Amapá. Ils s'affirment l'un et l'autre, à la fois politiquement, comme des militants socialistes, aux idées claires et généreuses, luttant pour le développement durable (qui à l'époque faisait ses premiers pas, un peu partout dans le monde), c'est à dire un développement fondé sur l'utilisation, sans les détruire, des ressources naturelles, en particulier les forêts tropicales humides et leurs immenses richesses. Mais Capi et Janete s'affirment aussi comme des gestionnaires rigoureux : agir contre l'ignorance, pour l'éducation et la santé de tous, agir ouvertement contre la corruption, contre les vols de terre et le travail-esclave, contre les trafics de drogue, pour le respect des populations amérindiennes.

Très vite, Capi et Janete, affiliés au PSB (Parti Socialiste Brésilien), sont reconnus et adoptés par le peuple, mais très vite aussi leur dynamisme intransigeant inquiète les possédants de la région, c'est à dire quelques "grandes" familles qui avaient pris l'habitude de gérer l'Amapá à leur service. Les principaux pouvoirs politiques et judiciaires étaient entre leurs mains. Parmi eux un homme politiquement très puissant, José Sarney. Il fut de 1985 à 1990, Président de la République Fédérale du Brésil, un peu par hasard (choisi par le PMDB pour être le vice-président du candidat Tancredo Neves ; Tancredo élu décède avant d'être investi ; c'est Sarney qui prend sa place). Il est du Maranhão, dont il fut Gouverneur. Mais après sa Présidence de la République, il ne veut pas prendre le risque d'être battu à des élections fédérales : il se tourne alors vers l'Amapá où il est facilement élu puis réélu Sénateur. Capi et Janete dénoncent haut et fort cette "magouille".

Fin 1994, sur la base d'un projet longuement discuté avec les citoyens de l'Amapá, Capi est élu Gouverneur de l'Etat Amapá : il est réélu fin 1998 ; ne pouvant se représenter pour un troisième mandat, il quitte sa fonction de Gouverneur en avril 2002 et est élu Sénateur fin 2002. De son côté, Janete fut trois fois élue Députée à l'Assemblée Législative de l'Amapá. Elle participa à plusieurs reprises au gouvernement présidé par Capi. Fin 2002, Janete est brillamment élue Députée fédérale de l'Amapá.

1995 – 2002 : ce furent près de 8 années de travail acharné pour construire et mettre en route le PDSA, Programme de Développement Durable de l'Amapá. Et ce furent 8 années de progrès social, d'assainissement et de modernisation de l'administration, de mobilisation des entrepreneurs privés, de dynamisation de l'école, d'amélioration des services de santé, d'expérimentation concernant l'utilisation des richesses forestières sans les détruire. Mais ce furent aussi huit années de confrontation avec les forces réactionnaires. En particulier, Capi et Janete, savaient que les pires ennemis du développement durable démocratique sont la corruption et le trafic de drogues : il fallait donc ouvertement, dénoncer et affronter les corrupteurs, les trafiquants mais aussi tous ceux qui ferment les yeux...

L'élection fin 2002 de Capi comme Sénateur et de Janete comme Députée fédérale, déplait profondément à Sarney et ses alliés. Capi et Janete étaient bien décidés à faire connaître et discuter, au niveau fédéral, les dynamiques en cours en Amapá pour le développement durable en milieu forestier. Ils étaient également bien décidés à continuer à Brasília les luttes contre la corruption, pour la transparence des comptes des services publics : en Amapá, depuis l'an 2000, tout citoyen, ayant accès à Internet (et ils sont nombreux), peut consulter jour après jour, les recettes et les dépenses des services de l'Etat (ministères fédéraux, gouvernements des Etats, municipalités ..) ; aujourd'hui, une loi, dite de la "transparence", préparée et défendue par Capi et Janete, a été votée au Sénat et à la Chambre des Députés et a été signée par Lula, Président de la République. Cette loi est applicable dans tous les Etats du Brésil. Tout cela déplait à Sarney qui considère que le couple Capiberibe devient dangereux ; il faut l'abattre ; Sarney et ses alliés vont s'y employer.

Et en effet, peu de temps après les élections générales de fin 2002, une plainte est déposée auprès des tribunaux de Macapá ; l'auteur de la plainte n'est autre que Gilvan Borges, l'homme de confiance de Sarney ; il fut candidat PMDB au sénat, battu par Capi. La plainte est à la fois ridicule et périlleuse : Capi et Janete se retrouvent accusés d'avoir acheté les votes de deux personnes, pour 26 reais par personne (environ 15 euros). Dans un premier temps, cette accusation n'a pas été retenue par le Tribunal Electoral de l'Amapá (TRE) qui a considéré que les preuves fournies étaient peu fiables ; on sait maintenant que ces preuves étaient fausses : il n'y a pas eu fraude électorale, les témoignages ayant été inventés par le PMDB local.

Ceci n'empêcha pas le PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien), politiquement très puissant (centre), membre du gouvernement Lula, de poursuivre, avec succès, ses attaques, au niveau fédéral : le Tribunal Supérieur Electoral (TSE) puis le Tribunal Suprême Fédéral (STF) se prononcèrent pour la cassation des mandats de Capi et de Janete qui, malgré les nombreuses protestations (en particulier des Sénateurs, des Députés et de la presse d'opinion) durent quitter Brasília. Quand on s'appelle Capiberibe et que l'on lutte, depuis plusieurs dizaines d'années, pour le développement durable, contre les corruptions, être accusé et condamné pour fraude électorale "inventée", c'est difficilement supportable.

Ce qui arrive à Capi et Janete, est "une première". Dans ce pays, le Brésil, où les fraudes électorales sont monnaie courante, il est rare que les procès aboutissent à des sanctions aussi sévères : dans le cas de Capi et Janete, parfaitement intègres, Sarney a utilisé tous ses pouvoirs pour obtenir la cassation, alors que parallèlement au procès fait à Capi et Janete, d'autres procès, où des millions de Reais étaient en jeu, n'aboutissent à aucune conclusion par "manque de preuves".

Et c'est Gilvan Borges qui prend la place de Capi au Sénat : le vote du peuple de l'Amapá est ainsi bafoué, sans vergogne.

Fin 2004, en Amapá, la situation n'est donc pas brillante : le nouveau gouverneur Waldez Góes, élu en 2002 avec l'appui de Capi à qui il avait promis de poursuivre la politique de développement durable, met en œuvre tout le contraire : soutenu par Sarney, il entreprend la démolition systématique de tout ce que Capi et Janete avaient construit ; corruption et trafics reprennent du tonus.

Et pourtant, il ne faut pas, surtout pas, baisser les bras.

En 2006, Capi et Janete se représentent : lui, à la fonction de Gouverneur, elle pour être Députée Fédérale ; certains ont bien essayé d'empêcher leur candidature : sans succès, la cassation n'ayant pas entraîné l'inéligibilité. Capi n'est pas élu Gouverneur ; mais Janete est brillamment réélue Députée Fédérale. De son côté, Sarney est en fin de mandat au Sénat ; il se représente donc, toujours en Amapá mais la campagne sera difficile pour lui, le PSB ayant

présenté comme candidate au Sénat une jeune femme dynamique, Cristina Almeida, qui failli gagner. En outre, apparaît dans le paysage politique de l'Amapá un autre jeune, porteur d'espoir, affilié au PSB : Camilo Capiberibe, fils cadet de João et Janete ; il est élu en 2006, député à l'assemblée de l'Amapá.

De 2007 à 2010, Janete consacre beaucoup de temps à son travail de Députée fédérale : elle fait connaître les réalités de l'Amazonie, fait avancer la prise en compte des problèmes spécifiques aux femmes, continue à lutter contre la corruption... et elle dénonce, sans répit les manœuvres malveillantes de Sarney et de ses collègues. De son côté Capi s'est fixé trois objectifs principaux :

- améliorer la formation politique des militants du PSB ;
- faire avancer l'adoption de la loi sur la transparence des comptes publics : obligation pour toutes les administrations du Brésil de mettre sur internet accessible à tout public, les recettes et les dépenses : cette loi a été préparée et négociée par Capi quand il était Sénateur, avant sa cassation ; elle a été votée par les deux chambres, puis signée par Lula, Président de la République en mai 2009 : belle victoire de Capi et Janete ;
- se préparer pour les élections d'octobre 2010 (Capi pour le Sénat, Janete pour être députée fédérale, Camilo pour être Gouverneur).

3 octobre 2010 : premier tour des élections (pour les sénateurs et les députés, il n'y qu'un tour ; pour la présidence de la république et pour les gouverneurs des Etats, il y a un deuxième tour, si nécessaire). Les résultats sont clairs :

- Capi est élu sénateur ; il y avait deux sénateurs à élire : Capi arrive en 2^{ème} position avec 130 000 voix ; Gilvan Borges est 3^{ème} avec 10 000 voix de moins : il n'est donc pas élu ; le premier élu est membre du PSOL (parti dissident du PT)
- Janete est élue députée fédérale ; comme d'habitude elle est première : par rapport au nombre de votants elle fait le meilleur score
- Camilo est en deuxième position : il sera au deuxième tour

Mais, le soir même de ces résultats, le Tribunal Supérieur Electoral, TSE, fait savoir que les candidatures de Capi et Janete n'étaient pas recevables car selon une nouvelle loi dite de la "ficha limpa", la fiche propre, toute personne condamnée par la justice pour irrégularité électorale n'est plus éligible pendant 8 ans. Cette loi, d'initiative populaire, a été signée par le président Lula le 4 juin 2010. Son application était prévue de commencer à l'occasion des élections municipales de 2012. Mais le TSE, fortement influencé par Sarney, a sauté sur l'occasion pour faire appliquer la loi aux Capiberibe : une bonne façon à la fois d'empêcher l'élection de Capi et de Janete et de ridiculiser la nouvelle loi "ficha limpa" qui est ainsi utilisée pour enfoncer ceux qui luttent contre les corruptions et blanchir les champions de la corruption électorale.

Nous appelons à dénoncer ce nouveau coup de force de la justice électorale brésilienne contre l'honnêteté des candidats luttant pour la fin des corruptions. Nous appelons à dénoncer l'arbitraire des décisions du TSE, fortement influencées par les pressions politiques des possédants. Capi et Janete viennent de nouveau d'être démocratiquement élus par les citoyens de l'Amapá : ce choix des électeurs doit être respecté, d'autant plus qu'il est maintenant prouvé que l'accusation de départ est un mensonge élaboré par ceux qui veulent détruire les forêts amazoniennes. Il en va donc du futur de l'Amazonie et il en va de la crédibilité de la démocratie brésilienne.

Au deuxième tour des élections, le 31 octobre 2010, Camilo est élu Gouverneur de l'Amapá. Il a pris ses fonctions dès le 1^{er} janvier 2011. Il sait qu'il peut compter sur l'appui de Capi et Janete.